

www.ici-grenoble.org

Les infos locales

Novembre 2017

Une revue de presse de Grenoble et de ses environs



Que s'est-il passé à Grenoble et dans ses environs en octobre et début novembre 2017 ? L'association Ici Grenoble vous propose une sélection d'informations marquantes glanées dans la presse locale.

(Les sources sont entre parenthèses)
[Nos commentaires sont encadrés]

Contrats aidés : La riposte du collectif Repostes

La riposte s'organise contre la suppression de plus de [260 000 contrats aidés](#) en 2017 et 2018, dont au moins [160 à Grenoble](#). Le nouveau collectif [Repostes 38](#) invite toutes les associations impactées à les rejoindre pour obtenir le dégel des contrats aidés. Il organise une manifestation [vendredi 10 novembre](#) place Félix Poulat.

Grâce aux mobilisations, la cantine associative [le Fournil](#) a déjà réussi à faire renouveler quatre de ses contrats aidés pour une durée de six mois.

(Dauphiné Libéré, 10/10/17)

* * *

Les Balkany de Meylan, saison 2 ?

Après la [rocambolesque affaire Tardy](#) en 2016, la police judiciaire démarre une nouvelle enquête sur d'éventuelles prises illégales d'intérêts à Meylan. Cinq élus encore en poste seraient concernés. Le successeur de Marie-Christine Tardy, Damien Guiguet, a contacté la police après avoir examiné les comptes administratifs de la ville depuis 2014. Cause ou conséquence : Une grave crise interne agite le conseil municipal depuis plusieurs semaines.

[Vous n'avez jamais entendu parler de l'affaire Tardy ? Jetez un coup d'oeil sur le [dossier spécial d'Ici Grenoble...](#)]

(Dauphiné Libéré, 10/10/17 et 20/10/17)

Incendie de gendarmerie, épisode 2

Meylan, encore : Dans la nuit du 25 au 26 octobre, un incendie volontaire a détruit plusieurs voitures personnelles de gendarmes ou de leurs familles dans l'enceinte de la gendarmerie de Meylan. Quelques jours plus tard, l'action était [revendiquée par un collectif féministe libertaire](#). Étant donné le mode opératoire utilisé, les services de police soupçonnent que les incendiaires soient les mêmes que celui de [l'entrepôt d'une gendarmerie de Grenoble](#) en septembre.

La recherche des coupables serait désormais l'une des priorités de la Préfecture. Mercredi 8 novembre, huit personnes ont été interpellées à la Tronche, à Meylan et à Grenoble. Elles ont été libérées après leur garde-à-vue, sans élément à charge. Selon le procureur de Grenoble, cette série d'interpellations visait à explorer "la piste de la vengeance" : "Les gendarmes ont sélectionné un certain nombre d'individus connus pour des incendies volontaires ou pour des menaces sur les gendarmes. [Désormais], la piste anarchiste reste la plus vraisemblable". De nombreux chantiers de sécurisation des gendarmeries sont également annoncés.

[À Paris, des réunions sur les mouvements dits "d'ultra-gauche" s'organisent activement, en particulier autour des recherches du [Vioramil](#). Le Ministère de l'intérieur travaillerait sur un fichage et un profilage plus précis des militant-e-s libertaires.]

(Place Grenet, 26/10/17 ; Dauphiné Libéré, 28/10/17, 02/11/17, 03/11/17, 08/11/17 et 09/11/17)

* * *

Haro sur les squats

Faut-il y voir un lien avec la colère des gendarmes et de la Préfecture suite aux incendies ? Juste avant la trêve hivernale, de nombreux [squats d'habitations et d'activités](#) ont été expulsés par la Préfecture de l'Isère : le 134 avenue du Vercors à Fontaine, le 72 avenue Léon Blum ou encore le 130 cours Berriat à Grenoble. D'autres squats grenoblois comme le 6 rue Jay ou le 106 rue des alliés subissent de fortes pressions, notamment par des coupures d'électricité de la part de GEG.

Au 106 rue des alliés, les habitant-e-s ont tenté de résister à la coupure de courant. La répression policière a été [particulièrement violente](#) : arrestation de 18 habitant-e-s, perquisition du squat, destruction de mobiliers. Les habitant-e-s ont été relâché-e-s après une longue garde-à-vue. La lutte continue cependant : Des négociations sont en cours avec GEG pour rétablir le courant le plus vite possible, avec le soutien du Droit au Logement Isère.

La colère des dizaines de personnes jetées à la rue est forte. Un collectif a notamment déversé deux containers de détritux dans le hall de l'Hôtel de ville [le 23 octobre](#), pour dénoncer les complicités de la mairie de Grenoble face aux expulsions.

(Dauphiné Libéré, 18/10/17 et 26/10/17)

* * *

Les points d'accueil de jour sont débordés

Davantage d'expulsions, davantage de personnes précaires. Six associations d'accueil de jour lancent un cri d'alarme : [Le Fournil](#), [Point d'eau](#), le [Nicodème](#), le Secours Catholique, le [Local des femmes](#) et l'Accueil SDF font face à une forte hausse des demandes d'accueil : + 30 % par rapport à 2016. Les besoins sont tels qu'ils sont impossibles à combler dans de bonnes conditions. Un seul exemple : Point d'eau, dont la capacité d'accueil est de 60 personnes, reçoit 100 à 180 personnes par jour.

Les associations demandent davantage de moyens et de structures d'hébergement d'urgence, mais aussi une meilleure coordination entre les services de l'État et les associations.

(Dauphiné Libéré, 20/10/17)

Moins d'eau et de glace, davantage de neige artificielle

Le parc national des Écrins vient de publier le "bilan annuel de masse" de certains glaciers emblématiques, dont le grand glacier Blanc. Les résultats confirment une fonte estivale record pour les 160 glaciers des Écrins, avec des ablations atteignant parfois plusieurs mètres. À ce rythme, les petits glaciers comme celui de Sarennes disparaîtront d'ici quelques années.

Le réchauffement climatique impacte également l'eau potable. La Préfecture a placé l'Isère en alerte sécheresse depuis juillet. Les sources de certaines communes comme Saint-Michel-de-Saint-Geoirs ou Saint-Paul d'Izeaux étaient à sec pendant plusieurs semaines : Les habitant-e-s recevaient des packs d'eau potable. Les inquiétudes sont fortes pour 2018 : Les cours d'eau et les nappes phréatiques ont des niveaux exceptionnellement bas. L'hiver ne pourra combler le déficit hydrologique constaté depuis 2016. Il s'agit de la plus grave sécheresse jamais enregistrée dans tout le sud est de la France, comme le révèle une [enquête de Reporterre](#).

Moins d'eau, moins de glace, mais davantage de canons à neige : Le Conseil régional vient d'augmenter de 13,8 millions d'euros ses aides aux installations d'enneigement dans les stations de ski alpines, pour un total de 28 millions d'euros. En quelques années, les stations auront ainsi dépensé 100 millions d'euros pour créer de la neige artificielle.

[Rappelons que pour produire un hectare de neige, les canons ont besoin de 3 000 à 4 000 m³ d'eau et une température comprise entre -10 et 2°C. [Mountain Wilderness](#) prédit des cimetières de canons à neige d'ici quelques années...]

(Dauphiné Libéré, 10/10/17, 18/10/17, 27/10/17 ; Reporterre, 27/10/17)

* * *

Adopte-un-jardin.com

La mairie de Grenoble lance l'opération [Adopte un jardin](#) : Sur la place Jean Moulin, au parc des berges de l'Isère ou encore au square Lorenzaccio, 59 emplacements sont disponibles pour des Grenoblois-es souhaitant transformer une pelouse municipale en potager.

Les seules conditions ? Ne pas utiliser de pesticides et d'engrais chimiques, planter des végétaux non allergènes et non toxiques, arroser modérément.

(Place Gre'net, 25/10/2017)

* * *

Des cairns plein les poches

La nouvelle monnaie locale, le Cairn, est désormais officielle. Elle est déjà acceptée par [85 magasins](#) dans le bassin de vie grenoblois. Le but du Cairn ? Encourager le commerce local et ne plus contribuer à la spéculation financière. À chaque cairn émis, le Crédit coopératif s'engage par ailleurs à consacrer un euro à un projet "d'économie sociale et solidaire", selon des modalités pour l'instant floues.

Pour transformer ses euros en cairn, il suffit d'adhérer à l'association Cairn (à partir de 5€ par an) et rejoindre l'un des [bureaux de change](#) de l'agglomération. Le cours restera fixe : 1€ = 1 cairn.

Quelques semaines après son lancement, le Cairn regroupe plus de 400 adhérent-e-s. Comment cette monnaie va-t-elle se développer ? Bilan dans un an...

[Pour une réflexion sur les monnaies locales, nous vous recommandons cette récente analyse d'économistes d'Attac : [Les monnaies locales entre repli communautaire et libéralisme économique](#) .]

(Dauphiné Libéré, 16/10/17)

Retour sur le procès de Franck Sinisi

Le 24 octobre, Franck Sinisi, conseiller municipal de Fontaine, était jugé pour incitation à la haine raciale au Palais de justice de Grenoble. Lors d'un Conseil municipal, cet ancien élu FN avait tenu ces propos horribles : *"Pour loger les Roms, je pense qu'il pourrait y avoir un auto-financement. [...] c'est-à-dire de récupérer leurs dents en or et je pense que, juste ça, ça leur permet de se nourrir et de se loger."*

Franck Sinisi était défendu par un avocat proche du mouvement catholique d'extrême droite [Civitas](#). Il a tenté de minimiser ses paroles, en expliquant qu'il s'est inspiré du Comte de Bouderbala dans son sketch [Les Roumains](#), et s'est excusé publiquement sur France 3 Alpes. Peu convaincu, le procureur a requis deux à trois mois de prison avec sursis, 2 000€ d'amende et deux à trois ans d'inéligibilité. Le verdict sera rendu le 28 novembre.

La veille, lors du Conseil municipal de Fontaine, le [Collectif de Lutte Antifasciste Grenoble-Isère](#) organisait un nouveau rassemblement pour réclamer la démission de Franck Sinisi. Le face-à-face a été particulièrement tendu avec les membres de Civitas.

[Pour un compte-rendu détaillé du procès, nous vous recommandons cet article de Vigilances Isère Antifascisme : [Retour sur l'affaire Sinisi](#).]

(Dauphiné Libéré, 24/10/17, 25/10/17 ; Place Grenet, 25/10/17)

* * *

Center Parc : Une victoire juridique, un incendie volontaire

Procès, encore. Le Conseil d'État a définitivement condamné le projet d'assainissement du [Center Parcs des Chambarans](#). 27 kilomètres de canalisations devaient relier le centre de vacances à la station d'épuration de Saint-Sauveur, en passant par des zones humides et des zones à glissement de terrain. En cas de défaillance des pompes acheminant les eaux usées, le rejet devait se faire dans la nature. Pierre et Vacances prévoit de retravailler son projet. La bataille juridique se poursuit...

En attendant, la [Zone À Défendre de Roybon](#) prépare son quatrième hiver, avec un chantier collectif jusqu'au 11 novembre. Sur place, la vigilance est de mise : Début octobre, une cabane emblématique de la ZAD a été incendiée, le "Palette Palace".

[Pour en savoir plus, nous vous recommandons ce récent topo des zadistes : [Petit Recap' de la situation](#) sur la [ZAD de Roybon](#).]

(Dauphiné Libéré, 21/10/17)

* * *

Une famille iséroise attaque Monsanto

C'est une première en Isère : Sabine et Thomas Grataloup, à Moidieu-Détourbe près de Vienne, lancent une [procédure juridique](#) contre les fabricants et distributeurs de désherbants à base de glyphosate, dont le fameux Roundup de Monsanto. Pour eux, le handicap de leur fils Théo est dû à cet herbicide.

Théo est né en 2007 avec de graves malformations dont une atrésie de l'oesophage : une interruption du canal qui relie le pharynx à l'estomac. Depuis dix ans, il a subi 51 opérations chirurgicales. Spécialisée dans les voyages équestres, Sabine Grataloup utilisait régulièrement du glyphosate pour

désheber la carrière de ses chevaux. Après s'être longuement documentée sur les pesticides, elle est convaincue que son fils a été contaminé lorsqu'elle était enceinte de 3 à 4 semaines, un jour où elle effectuait un désherbage chimique, au moment où se forment l'oesophage et la trachée chez le fœtus .

La plainte de la famille Grataloup intervient quelques semaines après de nouvelles révélations sur les [méthodes de désinformation de Monsanto](#) et la sortie du documentaire de Marie-Monique Robin : [Le Roundup face à ses juges](#).

Les particules de glyphosate sont omniprésentes en Isère, en particulier dans l'eau. Selon l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée, le nord du département serait le plus touché. On retrouve notamment plus de 30 pesticides différents dans la Bourbre et l'Ozon, dont l'Atrazine, une molécule interdite depuis 2008.

Toutes ces révélations suffiront-elles à changer les méthodes agricoles ? Pas si sûr. Dans le Dauphiné libéré, le président FNSEA de la Chambre d'Agriculture de l'Isère, Jean-Claude Darlet, défend ardemment le glyphosate. Morceaux choisis : "On se focalise sur [le glyphosate] sans vraiment avoir de preuve", "Il ne faut pas condamner quelque chose quand on n'est pas sûr de ce qu'on mettra à la place", "L'atrazine [ne rend] pas plus malade que les gaz d'échappement"...

[Pour aller plus loin, nous vous recommandons cette récente enquête de Bastamag : [Pourquoi la FNSEA est-elle accro au glyphosate ?](#)]

(Dauphiné Libéré, 05/10/17, 15/10/17 et 27/10/17)

* * *

Rafael Correa à Grenoble

L'ancien président de la République d'Équateur Rafael Correa a reçu le titre de Docteur Honoris Causa par l'Université Grenoble-Alpes. Cette récompense salue ses travaux en économie et la réduction des inégalités sociales sous sa présidence, de 2007 à 2017.

[Rafael Correa, une source d'inspiration politique ? Le réalisateur Pierre Carles a consacré deux documentaires critiques sur la présidence Correa : [Les ânes ont soif](#) (2014) et [On revient de loin](#) (2016).]

(Place Gre'net, 06/11/17)

* * *

Contrôle au faciès : Exposition vandalisée

Depuis le 7 octobre, la place de Verdun accueille l'exposition [L'Égalité trahie : l'impact des contrôles au faciès](#). Cette expo, qui tourne en France depuis 2013, a été invitée par cinq des sept [Conseils Citoyens Indépendants](#) de Grenoble. Témoignages et chiffres à l'appui, elle explique pourquoi le "profilage ethnique" est inefficace, engendre des sentiments d'humiliation et une perte de confiance envers la police. On y apprend qu'à Paris, sur cinq sites testés, un Noir risque 6,2 fois plus de se faire contrôler qu'un Blanc, et un Arabe 7,7 fois plus.

Cette exposition suscite de vives réactions au sein de la police. Le 20 octobre, le syndicat de police Alliance manifestait pour le retrait des panneaux, puis les masquait par des affiches syndicales. Quelques jours plus tard, l'exposition était saccagée, nuitamment.

[Pour en savoir plus, nous vous recommandons le [récent reportage](#) de l'émission [Comme un bruit qui court](#) sur France Inter.]

(Dauphiné Libéré, 21/10/17)

A480 : L'enquête publique démarre le 20 novembre

L'enquête publique sur l'élargissement de l'A480 aura lieu du 20 novembre au 28 décembre. Le dossier d'enquête sera bientôt disponible sur le site internet de la préfecture. Les habitant-e-s pourront donner leur avis sur [des registres](#) à Échirolles, Fontaine, Grenoble, Saint-Égrève, Saint-Martin-le-Vinoux, Sassenage, Seyssinet-Pariset et Seyssins. Si la majorité des avis sont défavorables, le chantier pourrait être remis en question ou remanié.

Pour des travaux d'une telle envergure, l'État organise généralement des débats publics contradictoires supervisés par la [Commission National du Débat Public](#), une procédure bien plus transparente et équilibrée. Area a réussi à y échapper suite aux [accords secrets](#) signés entre les concessionnaires autoroutiers et l'État en 2015.

[Pour plus de détails, nous vous recommandons cet article de l'ADES : [A480 : Comment l'AREA et l'Etat échappent au débat public.](#)]

(ADES, 13/10/17 et 20/10/17)

* * *

Les fraudes sur le réseau TAG

La TAG vient d'augmenter le tarif de ses amendes : frauder coûtera désormais jusqu'à 111€. La fraude est-elle importante dans les transports en commun ? En 2016, elle aurait concerné 10,9% des 88 millions de voyages enregistrés sur le réseau, pour une perte estimée à 2 millions d'euros. Par comparaison, le budget de la Semitag est d'environ 130 millions d'euros par an, dont 30 millions proviennent des recettes des tickets de transports. Chaque jour, 54 contrôleurs vérifient les titres de transports de 15 000 des 400 000 personnes utilisant les bus et trams.

[Pour une réflexion critique sur ces systèmes de contrôle, nous vous recommandons les analyses du [Collectif pour la gratuité des transports publics dans l'agglomération grenobloise.](#)]

(Place Gre'net, 28/10/17 et 30/10/17)

* * *

Des poubelles à compost

Grenoble et Échirolles vont expérimenter la collecte des déchets alimentaires. Près de 3 000 foyers seront bientôt équipés de poubelles marrons, pour toutes les matières organiques et biodégradables. Où ? Dans l'hyper-centre et le quartier Capuche de Grenoble, dans le secteur de la Commanderie à Échirolles. Ces poubelles seront envoyées à la plateforme de compostage de Murianette, pour des utilisations agricoles.

Selon la Métro, environ 30 % des 530 kg d'ordures produites par habitant-e chaque année seraient des déchets alimentaires. Les poubelles marrons pourraient être généralisées, afin de diviser par deux le volume des poubelles grises.

(Place Gre'net, 02/11/17)

À bientôt pour les prochaines Infos locales !

Pour les recevoir, inscrivez-vous à notre [Lettre d'informations](#).